

Irak, Syrie... - La contre-révolution et l'organisation de « l'Etat islamique »

mercredi 29 avril 2015, par [NAISSE Ghayath](#) (Date de rédaction antérieure : mars 2015).

Sommaire

- [L'Irak, un pays dévasté](#)
- [Trois décennies de guerres, de](#)
- [La fondation](#)
- [La constitution de Daech](#)
- [Le développement de Daech \(...\)](#)
- [Le développement de Daech \(...\)](#)
- [L'Etat « daechiste » ... nous](#)
- [Qu'est-ce que le « daechisme »](#)
- [Conclusions](#)

Depuis juin dernier, le monde, à en croire les grands médias ou les dirigeants des principaux pays impérialistes, serait exposé à un danger inédit et imminent, n'affectant pas seulement la sécurité des pays de la région arabe, mais qui s'en prendrait à la « paix mondiale » et la « Sûreté nationale » des pays impérialistes de l'est et de l'ouest, avec à leur tête les Etats-Unis, à un point tel que le Conseil de Sécurité a adopté une résolution le 15 août 2014 (n°2170), en vertu du chapitre 7 qui autorise le recours à la force contre l'organisation de l'Etat islamique et le Front Al-Nosra, que la résolution caractérise comme terroristes. La résolution prévoit des sanctions contre quiconque les soutiendra ou les aidera. Cette alerte du danger de l'organisation de « l'Etat islamique » intervient après que cette dernière eut mis en place l'Etat du califat islamique le 3 juillet de l'année passée.

L'Irak, un pays dévasté

L'Irak a subi un régime dictatorial et sanguinaire, à l'ombre du Baath depuis 1968, dirigé par Ahmad Hassan Albakr, puis Saddam Hussein. Ce pouvoir qui a été aux commandes d'un pays riche en ressources naturelles, particulièrement pétrolières, a écrasé le mouvement ouvrier et communiste, l'un des plus actifs et massifs dans la région ; il a tout fait aussi pour écraser le mouvement de libération nationale kurde, par des moyens brutaux, comme le recours aux armes chimiques contre des civils à Halabja.

Le parti Baath au pouvoir dans le passé en Irak, se distingue, en dépit d'une ressemblance en matière de sauvagerie, de son parti frère et rival en Syrie, sous Assad le père, puis son fils héritier, par le fait qu'il était plus chauvin que le second car c'est un parti dont la légitimité se réclame de l'idée du nationalisme arabe chauvin. Il n'a pas hésité à accuser la majorité « chiite » et les Kurdes, soit l'essentiel des masses paupérisées et populaires et le terreau essentiel du mouvement ouvrier et communiste, d'être d'origine « iranienne » ou Safavides, comme cela est courant dans le discours chauvin crétin, pour les premiers, et des agents d'Israël pour les seconds.

Trois décennies de guerres, de destruction et de dévastation

L'Irak en tant que pays vit effectivement un état de guerre depuis 1980, soit trois décennies, avec des effets désastreux pour la société irakienne sur tous les plans. Le régime bourgeois et dictatorial de Saddam Hussein a mené sa première guerre, soit la première guerre du Golfe, contre l'Iran en 1980, une guerre qui a duré huit ans, et a entraîné une destruction massive en Irak. Les pertes dans l'infrastructure irakienne à la suite de cette guerre sont évaluées à 200 à 350 millions de dollars.

Deux ans après la fin de la guerre du régime baathiste irakien contre l'Iran, ce même régime a envahi le Koweït au début du mois d'août 1990, à la suite d'un différend sur les champs de pétrole et d'un changement des politiques saoudiennes et des pays du Golfe à son endroit, passant de l'alliance à l'endiguement. L'impérialisme américain a utilisé cette invasion comme prétexte pour réaffirmer son hégémonie, non seulement dans la région, mais aussi à l'échelle mondiale, d'autant plus que cela était concomitant de l'effondrement du bloc de l'est et de l'Union soviétique, pour déclencher début 1991 une guerre dévastatrice contre l'Irak et de détruire ses forces armées au Koweït, lors de ce que l'on a appelé la seconde guerre du Golfe. Cela a entraîné une destruction supplémentaire des infrastructures irakiennes, estimée à 232 milliards de dollars environ. La seconde guerre du Golfe a été suivie d'un blocus impérialiste assassin, et l'un des plus meurtriers, en Irak qui a duré jusqu'à l'invasion impérialiste de l'Irak en 2003, soit la troisième guerre du Golfe qui a détruit le reste du pays et de la société irakiennes. A elles seules, la première et la seconde guerre du Golfe avaient causé la mort d'un million et demi de civils et de militaires.

Les pertes supportées ou qui vont être supportées par l'Irak en raison de ces guerres sont évaluées à un trillion (mille milliards) et 193 milliards de dollars. En d'autres termes, les richesses pétrolières de l'Irak ont été vendues par anticipation, pour les 85 années à venir. Mais l'impérialisme américain a été défait en Irak et contraint de se retirer en 2011, après une résistance acharnée des masses irakiennes de toutes sensibilités politiques. Avant son retrait, cet impérialisme a mis en place un régime politique faible et corrompu reposant sur les quotas confessionnels qui n'a fait qu'exacerber le caractère catastrophique de la situation et préjudiciable à la majorité écrasante des Irakiens. En plus de l'injustice sociale et politique à laquelle se sont heurtés des secteurs larges d'Irakiens en raison des mesures d'exclusion confessionnelle, les politiques de « éradication du Baath » ont contribué à exclure des centaines de milliers de fonctionnaires, les militaires irakiens de l'ancien régime, ce qui a exacerbé chez beaucoup de ces derniers une hostilité illimitée envers le régime mis en place par l'occupation américaine, pas toujours en tant que réponse politique organisée à ce confessionnalisme, mais sous la forme d'une réaction confessionnelle, ce que n'ont fait qu'exacerber les politiques confessionnelles et corrompues de Nouri Al Maliki.

La fondation

Il est notoire et répété dans la plupart des écrits que la formation initiale du futur « Daech », était « le groupe d'unification et de combat » fondé par le Jordanien Abou Mossab Al Zarkaoui (Ahmad Fadhel Al Khalaïla) en 2004, après l'invasion américaine de l'Irak, où ont afflué un grand nombre de jihadistes pour résister à cette invasion. Le nom du groupe est devenu, après qu'il eût prêté allégeance à Ben Laden « Al Qaïda du Jihad au pays de la Mésopotamie ». Mais à la suite de l'assassinat de Al Zarkaoui le 7 juin 2006, a été annoncée le 15 octobre de la même année la constitution de « l'Etat islamique d'Irak ». Le 19 avril 2010, Abou Omar Al Baghdadi et Abou Hamza Al Muhajer se sont succédés à la tête de l'organisation, jusqu'à ce que soit enfin nommé Abou Bakr Al Baghdadi (Ibrahim Awad Al Badri Al Samraï) chef et qu'il se soit désigné comme calife, par la suite.

« L'Etat islamique d'Irak » fut l'une des plus importantes organisations de la scène irakienne, d'autant qu'elle avait attiré des dizaines d'officiers du régime de Saddam Hussein, des baathistes, surtout après la disparition d'autres forces militaires où étaient enrôlés ces officiers, comme les phalanges de la Révolution d'Achrin, l'Armée islamique, l'Armée de Mohammad, l'armée de la Confrérie Naqchabandie. Cette dernière a des origines baathistes mais avait adhéré aux thèses islamistes pour se rapprocher d'un milieu social sunnite qui n'a toujours pas trouvé d'expression politique moderne. Sans parler d'autres groupes armés opposés à l'occupation américaine et au régime politique mis en place sur la base de quotas confessionnels. D'une part, ces groupes se caractérisaient par une surenchère religieuse ou confessionnelle qui avait permis leur émergence, d'autre part, la destruction sociale et économique du pays, et la discrimination confessionnelle et politique dont étaient victimes les sunnites par le régime confessionnel ont entraîné des contestations face aux inégalités croissantes. L'un de ces officiers baathistes, qui ont joué un rôle important pour améliorer la situation organisationnelle, militaire et de renseignement de l'Etat islamique d'Irak, est le colonel de l'Etat Major Hajji Bakr (de son vrai nom Samir AlKhalifawi), sans parler d'autres personnages moins connus, comme le brigadier Abou Mohand Al Sweïdani, les colonels Abou Muslim Al Turkmeni, Abdurrahim Al Turkmeni et Ali Aswad Al Jabouri, le lieutenant colonel Abou Amor Al Naïmi, le lieutenant colonel Abou Ahmad Al Alwani, le lieutenant colonel Abou Abdurrahmane Al Bilawi, le lieutenant colonel. Abou Aquil Moussoul et Abou Ali Al Anbari. Ils font partie de l'instance dirigeante de l'Etat islamique.

Cette fusion entre officiers baathistes - formés au sein d'un régime despotique et dogmatique basé sur un crédo nationaliste chauvin et d'un courant *tekfiri* empruntant le voie salafiste jihadiste, de l'organisation Al Qaïda, dans les circonstances précitées de l'Irak d'alors, a conféré à l'organisation de « l'Etat islamique d'Irak », dont le nom deviendra par la suite « Etat islamique en Irak et au Levant » (Daech), une spécificité qui le distingue des autres organisation jihadistes traditionnelles. Le combat pour elle consiste à fonder un Etat (le Califat), dans sa forme la plus réactionnaire et féroce, *hic et nunc*, sur terre, suivant une stratégie militaire, politique et médiatique claire, en écrasant tout ce qui est démocratique et progressiste dans la société.

Quoi qu'il en soit, la direction de Daech est majoritairement irakienne. Les vingt commandants les plus importants dans l'organisation sont tous irakiens, à l'exception d'un Syrien.

La constitution de Daech

Le régime syrien a compris dès le départ le danger que ferait courir la poursuite des manifestations pacifiques de masse ; pour cette raison, il les a dépeintes dès le début comme terroristes et tekfiris, et a mené une politique de provocation confessionnelle par la diffusion en continu par les appareils sécuritaires, surtout pendant la première année de la révolution, de vidéos sur les réseaux sociaux, puisque c'étaient eux qui étaient le plus prisés par les militants de la révolution, des scènes de torture et de meurtre perpétrés par les forces du régime contre les manifestants avec brutalité et en mettant en avant le caractère confessionnels de ces actes vus dans ces films,. Il a mené cette politique avec force cynisme et ruse. De même le régime dans la seconde moitié de l'année 2011 et au début de l'année 2012 a libéré des centaines de jihadistes détenus dans ses prisons et qui avaient été arrêtés à leur retour d'Irak.

Le noyau originel du Front Al-Nosra s'activait déjà en Irak au sein de « l'Etat islamique d'Irak ». Ce dernier les a envoyés dans la seconde moitié de 2011 en Syrie, pour y constituer une branche d'Al Qaïda ce qu'Al-Nosra a fait avec succès, dont le nom a commencé à émerger au début de l'année 2012 et qui a acquis de la notoriété et de l'influence en raison du courage de ses combattants, et leur discipline alors. A ses débuts il n'avait pas de projet d'édification d'un Etat islamique, du moins

pas en public, sans parler de son armement de qualité qui surpassait celui des brigades de l'Armée libre, tout cela a poussé de jeunes Syriens à le rejoindre.

Depuis avril 2013, à la suite de l'ordre d'Abou Bakr Al Baghdadi, chef de l'Etat islamique en Irak de fusionner Al-Nosra avec l'Etat Islamique en Irak pour former une seule organisation, il y a eu une divergence entre les deux branches de la même organisation d'Al Qaïda en Syrie, l'une refusant de rejoindre Daech et l'autre l'ayant rejointe. Si les deux puisaient à la même idéologie religieuse réactionnaire et terroriste, cependant la divergence entre les stratégies et les intérêts l'a emporté pour se transformer en affrontement armé. Pour paraphraser le philosophe italien Antonio Labriola : « *Les idées ne tombent pas du ciel et rien ne vient par les rêves* ».

Dans le débat entre les deux parties, il est utile de faire remarquer l'influence de cette « fusion », précitée entre des nationalistes baathistes et un courant salafiste jihadiste au sein de Daech. Abou Mohammad Al Adnani a répondu le 20 juin 2013 à l'invitation d'Ayman Al Zahouahiri de dissoudre Daech et restituer à chaque organisation son nom et les limites de son action, à savoir l'Etat islamique en Irak, et Jabha Al-Nosra en Syrie, en disant que : « *Si nous acceptons la décision de dissoudre l'Etat (Islamique), c'est une reconnaissance des frontières de Sykes Picot* » Effectivement, l'une des actions symboliques de Daech - le symbolisme et l'utilisation des médias font partie de la stratégie de cette organisations - fut d'effacer une partie des frontières qui séparent l'Irak de la Syrie, et de diffuser ces images à une large échelle, au début du mois de juin 2014.

Ce mélange de « nationalisme » et islamisme extrémiste chez Daech va au-delà des frontières de l'Irak et de la Syrie, pour faire appel à la mémoire de l'empire musulman et évoquer un passé révolu. Abou Bakr Al Baghdadi lui-même a affirmé le 30 juillet 2013 : « *Nous renouvelons l'ère de la Oumma (nation musulmane), nous ne saurions vivre sans avoir libérer les captifs musulmans en tous lieux, repris Jérusalem, être revenus en Andalousie et nous allons conquérir Rome* » lors d'un discours flattant les sentiments nationalistes et religieux et se présentant comme un adversaire de l'Etat sioniste et l'Occident, bien que de façon très réactionnaire.

Dans son message il affirme le penchant de Daech pour le combat et la violence, y compris dans le domaine de la prédication. Il insiste sur le fait que « *le combat est une partie de la prédication aussi, et nous allons traîner les gens enchaînés paradis* ».

Dans son discours, Adnani a centré sur l'importance de l'édification de « l'Etat islamique » même si les conditions n'en sont pas réunies. Il y a ajouté une autre spécificité de Daech par rapport aux autres organisations jihadistes. Il ne prend pas position par rapport aux autres parce que ces dernières auraient décidé d'embrasser le « vrai » islam, la foi et la pratique de la religion, mais il en exige l'allégeance à l'Etat qu'il a l'intention d'édifier : « l'Etat islamique », avant même la proclamation de l'Etat du Califat. Alors que Al Zaouahiri appelait les Frères musulmans d'Egypte « mes frères », Adnani quant à lui dit d'eux dans un message intitulé « Le pacifisme est la religion de qui ? » du 31 août 2013 : « *les Frères (Musulmans) ne sont qu'un parti laïc avec une pèlerine islamique, ils sont les pires et les plus répugnants des laïcs* ».

Donc nous notons une sorte de rupture, idéologique et politique entre Daech et toute une série de forces islamistes aux positions réactionnaires diverses, dont les forces jihadistes qui ont précédé comme Al Qaïda et sa branche syrienne. Nous avons déjà parlé des origines matérielles de cette rupture qui n'est pas issue seulement de divergences d'interprétation religieuse, comme le disent certains opposants libéraux dans leur analyse « confessionnelle » du conflit. Karl Marx écrivait dans sa préface à l'Economie politique : « *nous ne jugeons pas une période d'après sa conscience, c'est au contraire la conscience qui va être expliquée par les contradictions de la vie matérielle* ». Daech s'en distingue en Syrie en se basant essentiellement sur des dirigeants et des combattants dont la majorité ne sont pas Syriens, alors que la majorité des combattants et des directions du Front Al-

Nosra sont d'origine syrienne. C'est ce qui peut expliquer en partie leur prise en compte la spécificité de la situation syrienne, en comparaison avec l'organisation Daech dont la majorité des directions et une large part des ses combattants ne sont pas Syriens. Par ailleurs ils se disputent le contrôle et l'influence matérielle, des sources de richesses, comme les puits de pétrole et les points de passages frontaliers.

L'occupation rapide par Daech de Mossul en Irak le 10 juin 2014, son extension aux zones kurdes et yézidiennes, les massacres hideux commis à l'encontre des militaires et des civils ont été le préliminaire à la proclamation par l'organisation de ce à quoi il avait appelé ouvertement, l'établissement de l'Etat du Califat, le 29 juin 2014 et l'allégeance prêtée au chef de l'organisation, Abou Bakr Al Baghdadi, comme Calife, permettant à Daech une présence se partageant entre l'Irak et la Syrie, soit sur un tiers de la surface des deux pays.

L'influence des groupes islamistes extrémistes a progressivement prévalu sur la scène de l'action armée dans les régions « libérées », en raison de la faiblesse de l'organisation et de l'armement de l'Armée libre et de l'abandon par les pays du groupe des « Amis du peuple syrien » des promesses qu'ils avaient faites de l'armer - du reste, il n'en avaient jamais eu l'intention, mais ils leur avaient offert des armes légères qui ne pouvaient les prévenir de l'extermination. Dans le même temps les pays de la région comme le Qatar et l'Arabie Saoudite, la Turquie, sans parler d'importants réseaux soutenant le jihad islamique, dans les pays du Golfe et autres, ont pourvu les groupes islamistes extrémistes en armes et argent de façon illimitée, ce qui leur a permis d'imposer leur hégémonie, devenue évidente fin 2014 dans la plupart des régions qui sortent du contrôle du régime.

Le développement de Daech et des islamistes extrémistes en Syrie suppose une désintégration sociale

Il faut remettre la domination de la contre révolution croissante, dans les zones « libérées » et plus particulièrement de l'organisation de l'Etat islamique, mais aussi d'Al-Nosra et de Ahrar Al Cham et autres groupes jihadistes hyper réactionnaires, dans son contexte temporel, soit au printemps 2013 et l'annonce ultérieure de la constitution de Daech, le 9 avril 2013. Il faut également la relier à la situation sociale globale des masses syriennes, dans les zones libérées. Ces masses avaient souffert d'une guerre sanglante menée par les forces du régime qui avait détruit les infrastructures sociales, les quartiers et les municipalités et toutes les composantes de la vie, civile et agricole, lors d'affrontements avec des forces sous armées, sous organisées, et populaires, dénommées « Armée libre ».

Pour dépeindre ce dont souffrent les masses des régions libérées au début de l'année 2013, les conditions objectives l'expliquent dans une certaine mesure, en ce qu'elles ont permis la progression des forces islamistes jihadistes réactionnaires avec à leur tête Daech. Un rapport publié sous le titre « Réalités socio-économiques à la lumière de la révolution syrienne » du 24 novembre 2013, par le « Centre syrien de recherches et d'études », résume ainsi la situation dans les zones « libérées » en mars de la même année :

« Dans le cas de la Syrie, les opérations militaires, les bombardements, les arrestations, les déplacements et les exodes de masse, ont affecté la situation humanitaire et économique des Syriens. En dépit du rôle croissant de la société civile, la crise a entraîné une détérioration des relations sociales et la propagation de l'extrémisme et du fanatisme. Elle a affecté négativement les valeurs et les normes sociales, en attisant des idées et des comportements de vengeance. Tout cela a causé une perte énorme de l'harmonie, de la solidarité sociale et des ressources humaines au niveau socioculturel, bien difficile à compenser. Cela a contribué à l'augmentation des gains illicites, par

l'utilisation de la violence, ce qui renforce des facteurs du développement inversé. »

Bien sûr, le chiffre a cru depuis lors, plus de la moitié des habitants de la Syrie sont pauvres, dont 6,7 millions sont passés sous le seuil de la pauvreté depuis le début de la révolution et au printemps 2013, environ 2,3 millions de fonctionnaires et de travailleurs avaient perdu leur poste et leur emploi, le chômage s'établissant aux alentours de 50%.

En réponse aux interrogations sur le rôle des travailleurs-qui ont participé aux manifestations dès le début de la révolution, mais à titre personnel en général en raison de l'absence de structures syndicales indépendantes, ou de partis politiques et révolutionnaires, puisque la loi de la clique au pouvoir n'autorise que le parti Baath ou des partis satellites, comme le Parti communiste de Bagdach et ses diverses scissions, toutes caractérisées par le même opportunisme et leur trahison de la lutte de la classe ouvrière, l'activité dans les milieux ouvriers- ce rapport indique que : *« plus de 85 000 travailleurs ont été licenciés pendant la première année de la révolution. La moitié des licenciements concernent les gouvernorats de Damas et ses banlieues. Et ce nombre n'inclue pas les gouvernorats de Homs, Hama et Idlib où, selon les chiffres officiels, 187 entreprises du secteur privé ont été complètement fermées lors de la période allant du 1^{er} janvier 2011 au 28 février 2012. Il convient de noter que ces chiffres n'ont pas une grande crédibilité, car le nombre d'ateliers et d'usines fermée est de l'ordre de 5000, sans parler des commerces, des marchés qui ont été totalement pillés et détruits, à Homs, Alep, et autres gouvernorats. »*

Ajoutons le nombre de logements entièrement détruits qui s'élevait au début de l'année 2013 à un demi million, et autant de logements partiellement détruits. Cette situation tragique a conduit en 2013 un tiers des habitants de la Syrie, essentiellement des régions révoltées, à se transformer en réfugiés dans les pays voisins ou en déplacés d'une région à l'autre, plus sûre, à l'intérieur du pays. Evidemment en 2014 la moitié des habitants étaient soit des déplacés soit des réfugiés.

Dans cette situation socio économique de dévastation totale, de désintégration sociale, de désertification humaine, Daech essentiellement, ainsi que les groupes islamiques réactionnaires jihadistes, ont pu se développer et être hégémoniques. L'autre condition de leur développement a été la marginalisation et l'écrasement de l'Armée libre, considérée pour l'essentiel comme la forme populaire de la résistance, face à la violence et la sauvagerie du pouvoir baathiste, et le produit de la révolution populaire. C'est ce qu'ont fait Daech et Al-Nosra, et leurs pairs jihadistes.

Le développement de Daech et de la contre révolution suppose l'écrasement du mouvement populaire et démocratique

L'exemple de la ville de Raqqa, qui est la première à s'être libérée des forces de la clique au pouvoir le 4 mars 2013, est sans doute central pour mettre à jour les pratiques de Daech face au mouvement populaire. Cette ville a connu une grande émulation culturelle, politique et populaire à la suite de sa libération et jusqu'à ce qu'elle tombe sous l'emprise de Daech. Un reportage de l'envoyé du *Sunday Telegraph*, Richard Spencer publié le 30 mars 2014 indique que : *« la ville de Raqqa est sous la domination des opposants des groupes libéraux. La ville située au nord de la Syrie est le théâtre de nombreux cercles de discussion philosophiques et politiques, au point que l'un des groupes participait à la plantation des arbres et des plantes vertes pour protéger l'environnement, dans une serre au centre ville. Les activités ont démarré avec une intensité et une vitalité impressionnantes. Les activistes ont lancé plusieurs campagnes (« nos rues respirent la liberté », « notre drapeau », « notre pain »), une exposition de travaux manuels et artistiques, dont les revenus allaient aux familles des martyrs, une campagne (« Notre Raqqa est un paradis »), une initiative qui se déroule tous les vendredis pour nettoyer une artère de la ville. »*

La situation à Raqqa était emblématique de la majorité des villes et des régions « libérées » avant que Daech ne la reprenne. En dépit des pratiques de nombreuses autres brigades islamiques, ou non islamiques, violentes à l'encontre de tel ou tel militant, de l'arrestation d'un tel ou d'un tel, ou d'exécutions arbitraires, les pratiques de Daech se sont distinguées de celles de ses pairs, par leur totalitarisme violent contre toute activité indépendante ou démocratique, imposé par la violence et la force de son idéologie, par l'imposition de pratiques sociales réactionnaires à la population sous sa domination.

La commission d'enquête des Nations Unies a publié un rapport intitulé « Le règne de la terreur : vivre sous l'Etat islamique en Syrie », le 14 novembre 2014 où il est indiqué que l'organisation Daech « *a diffusé la peur en Syrie en perpétrant des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre* ». Elle a demandé que ses dirigeants soient poursuivis devant la Cour Pénale Internationale. Le rapport qui a recueilli les témoignages d'environ 300 victimes et témoins oculaires, dit que l'organisation Daech « *visé à dominer tous les aspects de la vie des civils sous son contrôle, par la terreur, l'endoctrinement, et la fourniture de services à ceux qui lui obéissent. De même, il mène une politique de sanctions discriminatoires comme les taxes ou les conversions forcées, sur la base de l'identité ethnique ou religieuse, la destruction des lieux de culte et l'expulsion systématique des minorités* ». le rapport ajoute que Daech a « *décapité ou lapidé des hommes de femmes et d'enfants en place publique, dans les villes et les villages du nord-est de la Syrie* » et « *exposé les cadavres des victimes sur des croix pendant trois jours, planté les têtes sur les grilles des parcs, en guise d'avertissement à la population sur les conséquences du refus de se soumettre à l'autorité du groupe armé* ». Le rapport révèle les viols commis à l'encontre des femmes, qui poussent les familles à marier précipitamment leurs filles mineures, de peur qu'elles ne soient mariées de force aux combattants de Daech. Il pratique également publiquement dans des scènes visant à effrayer les habitants, l'application des « peines légales », en coupant les mains des « voleurs » ou la flagellation ou la crucifixion.

Le rapport de cette commission révèle que cette organisation barbare, dont les étrangers sont la majorité des combattants, donne la priorité aux « *enfants comme supports d'une loyauté à long terme, d'une adhésion idéologique, et comme un groupe de combattants dévoués qui considèrent la violence comme un mode de vie* ».

L'Etat « daechiste » ... nous traînons les gens au paradis enchaînés

A la différence des autres groupes salafistes jihadistes, Daech a un projet de construction d'un Etat et d'une société de type particulier, maintenant et pas dans le futur, par la force des armes et la violence. Après que cette organisation eût affronté l'Armée libre et les groupes jihadistes concurrents, afin d'étendre ses zones d'influence et son « Etat », il s'est occupé de garantir ses sources de financement, plus précisément les points de passage et les puits de pétrole. Il pratique une sauvagerie intense contre les tribus chaïtat à Dir Ez Zor, il en a tué des centaines et contraint à l'errance des milliers d'entre eux, pour faire main basse sur deux champs pétroliers en juillet 2014, l'un d'eux est le champ d'Al Amor, le plus grand champ de pétrole et de gaz de Dir Ez Zor. Le site de *Middle East Online* révèle dans un reportage du 13 août 2014 que Daech contrôle 50 puits de pétrole en Syrie et 20 puits de pétrole en Irak. Si leur nombre a quelque peu diminué avec le retour des forces gouvernementales irakiennes, dans le dernier mois de 2014, les recettes pétrolières quotidiennes de Daech sont estimées à trois millions de dollars. Il perçoit les impôts plus particulièrement auprès des commerçants, estimés à 60 millions de dollars par tête et par mois, Il exige des rançons pour les otages, vend des pièces archéologiques volées et est financé par ses sympathisants dans les pays du golfe et en Europe.

En sus de l'utilisation de la violence et de la terreur, il utilise d'autres moyens pour gagner la faveur des habitants. Ainsi, après ses massacres commis contre les tribus Chaïtats à Dir Ez Zor, il a distribué le gaz, l'électricité, le carburant et la nourriture, pour obtenir le soutien des habitants sur place et parce que ces régions sont très pauvres. Après qu'il eût mis fin aux vols et puni les « voleurs », il a pu gagner un peu de soutien dans les milieux marginalisés et pauvres. Il a notamment commencé à payer des salaires « très faibles » aux chômeurs, et des salaires de 300 dollars à ses combattants, auxquels il assure un logement et la couverture des besoins élémentaires, tandis que la population vit dans des conditions très difficiles. Il est devenu ainsi attractif pour ces groupes socialement marginalisés dont les intérêts de classe n'ont pas trouvé de représentation politique adéquate.

L'organisation Daech gère et intervient dans tous les détails de la vie quotidienne des gens dans sa capitale de Raqqa et dans les autres régions qu'il contrôle. Ses membres se déplacent - eux seuls ont le droit de porter des armes - dans les rues de Raqqa avec des Kalachnikovs ou des pistolets. Daech a chargé deux forces distinctes des forces de sécurité (la police islamique) du contrôle des femmes et des hommes. La brigade « Al Khansa » est composée de femmes de l'organisation qui portent des armes et ont le droit de fouiller n'importe quelle femme dans la rue tandis que le bataillon « Al Hasba » fait de même avec les hommes. Elles doivent aussi imposer la vision de l'organisation de la législation islamique.

L'affaire ne se réduit pas à cela. Daech a formé également un gouvernement dont le siège est dans sa capitale de Raqqa, avec les ministres de l'Éducation, de la Santé, des Ressources hydrauliques et de l'Électricité, des Affaires religieuses et de la Défense, qui occupent les bâtiments qui étaient ceux du gouvernement syrien.

La majorité des Syriens, dans les régions précitées, considéraient Daech en 2013 comme une organisation « étrangère » et « occupante » où comme l'a dépeint un activiste de Dir Ez Zor : « *un mouvement colonisateur, comme Israël a occupé la Palestine avec les colons* ». Malgré la persistance de cette approche chez la majorité des gens, Daech a pu trouver un support social important en 2014 dans ces régions, même s'il est resté relativement faible. Ce qui retient l'attention c'est ce sur quoi a insisté un activiste de la ville de Raqqa, sur le site « On égorge Raqqa en silence » que Daech n'avait apporté ni proposé aucune nationalisation ou loi limitant la cupidité des grands commerçants monopolistiques, avec lesquels ils ont de bonnes relations.

Qu'est-ce que le « daechisme » ?

Une étude rapide de l'évolution de Daech, en tant qu'organisation sortie de la matrice des courants salafistes jihadistes islamistes, aux orientations hyper réactionnaires, n'est pas suffisante pour expliquer la spécificité idéologique et pratique par rapport à la majorité de ce courant salafiste jihadiste, dont l'organisation la plus importante est celle, terroriste, d'Al Qaïda. Et pour autant ceci montre que l'apparition de Daech constitue premièrement une rupture totale avec ces groupes relevant du salafisme jihadiste, allant jusqu'aux liquidations physiques. Ceci d'une part, et d'autre part une tendance notable à la « daechisation » touche des pans entiers des organisations jihadistes elles-mêmes, dont la plus importante est le front Al-Nosra, qui semble être devenu deux fronts, l'un se rapprochant de Daech de par ses prises de position et pratiques, et l'autre resté fidèle à lui-même. Quant au mouvement d'Ahrar Al Cham il maintient dans une certaine mesure son identité salafiste jihadiste, bien que des brigades en son sein inclinent à adopter le « daechisme ». Mais le pire dans tout cela reste l'allégeance de groupe jihadistes réactionnaires à Daech et à son Califat dans des pays d'Afrique du Nord et dans d'autres régions.

Certains penseront qu'il n'y a pas d'intérêt politique ou pratique à rechercher une autre caractéristique à Daech. Dans la mesure où il est une composante de la contre révolution réactionnaire. Mais ce phénomène « nouveau » ne peut être compris, comme nous l'avons vu plus haut, hors des conditions matérielles socio-économiques sur lesquelles il repose. Il n'est pas possible de s'y opposer politiquement sans comprendre ces conditions matérielles qui ont conduit à sa constitution et à l'élargissement de son influence, avant de passer à l'élaboration de politiques appropriées pour y faire face, du point de vue des classes exploitées et opprimées, c'est-à-dire d'un point de vue marxiste.

Il est nécessaire de rappeler encore une fois que dans notre exposé du processus de la genèse de Daech, dans un contexte déterminé, comme force réactionnaire et contre révolutionnaire, et de l'élargissement de son influence en Irak et en Syrie, nous nous sommes concentrés sur le fait qu'une des causes essentielles de son émergence résidait dans les régimes en place eux-mêmes et leurs politiques réactionnaires brutales de marginalisation, sans parler de l'intervention impérialiste. L'occupation américaine de l'Irak, détruisant le reste d'infrastructure et de tissu social, a permis de créer les conditions de développements de tels mouvements. De même, « la guerre contre Daech » depuis de nombreux mois, dans laquelle les Etats Unis sont à la tête d'une alliance impérialiste, ne mènera pas à sa défaite, mais lui attirera des sympathies populaires plus grandes, puisqu'il sera considéré comme affrontant l'impérialisme américain, son premier ennemi.

Nous pensons que l'approche du processus d'émergence de Daech, de sa spécificité par rapport aux autres mouvements jihadiste traditionnels précités, de cette apparition rapide et « surprenante » dans le cadre d'un processus révolutionnaire, du fait qu'il ait écrasé toutes les expressions de la révolution dans ses zones et ait imposé un mode de vie social et idéologique à ses habitants, la construction de « son Etat » incitent à une approche et à un examen du phénomène Daech à travers l'expérience fasciste, non pas comme cela s'est passé en détail dans les pays d'Europe, mais plutôt dans le cadre des nouveaux mouvements fascistes, dans un concept bien délimité et spécifique. Ce tournant dangereux dans le cours de la révolution syrienne, et dans l'histoire du pays, en a surpris beaucoup, et ainsi « *brusquement le destin historique et le destin individuel de milliers d'êtres humains, puis de millions ensuite deviennent un. Les partis politiques ne se sont pas seulement effondrés, mais l'existence de grands groupes humains et leur existence matérielle est un enjeu de doute subitement* » selon la description de la montée du fascisme dans le livre de l'intellectuel marxiste révolutionnaire Ernest Mandel, « Les éléments constitutifs de la théorie de Trotsky sur le fascisme ».

Il est sûr que la définition qu'en a donné le Comintern (stalinien) dans les années trente du siècle passé, est l'acception commune que le fascisme n'est que « *le pouvoir du capital financier* ». Elle ne s'applique pas pour l'émergence de Daech, comme elle ne suffisait d'ailleurs pas pour interpréter le phénomène du fascisme en Europe, ou les nouveaux mouvements fascistes qui progressent dans les pays européens ou ailleurs.

Trotsky a été le plus éminent intellectuel marxiste pour son explication et son analyse de l'émergence du fascisme en Europe. Il ne s'est pas contenté de dire que le fascisme « *accède au pouvoir porté par la petite bourgeoisie* », mais il a fourni une analyse plus approfondie, considérant que les couches sociales sur lesquelles s'appuie le fascisme sont ce qu'il appelle « *poussière humaine* », à savoir les artisans et les commerçants des villes, les fonctionnaires, les employés, le personnel technique et l'intelligentsia, les paysans ruinés, selon la définition de Trotsky et on pourrait y ajouter les chômeurs.

Dans son analyse du fascisme, Trotsky est parti d'une analyse de classe de la société, et d'une compréhension profonde de la loi du développement inégal et combiné où cohabitent des structures de production avec leurs rapports et leurs idéologies héritées des siècles passés avec des structures

de production, des rapports et des idéologies plus modernes. Ernest Mandel a résumé dans son livre « Dynamique de la pensée de Trotsky » la compréhension profonde qu'avait Trotsky du phénomène fasciste : « *Trotsky a compris, à l'instar de quelques autres écrivains marxistes (Ernst Bloch, Kurt Tucholsky) la désynchronisation entre formes socio économiques et formes idéologiques, en d'autres termes, que des idées, des sentiments et des représentations très fortes de l'époque pré capitaliste continuent d'exister dans des pans importants de la société bourgeoise (surtout dans les classes moyennes menacées par la paupérisation mais aussi dans des rangs de la bourgeoisie, des intellectuels déclassés, et même dans des franges diverses de la classe ouvrière)* ». Mieux que quiconque, Trotsky en a tiré les conclusions socio-politiques : dans des conditions de contradictions socio-économiques de classe croissantes de façon insupportable, des secteurs significatifs des classes et couches précitées – que Trotsky a qualifié avec sagacité de poussière humaine – peuvent fusionner pour former un mouvement de masse puissant qui, fasciné par un leader charismatique et armé par des secteurs de la classe capitaliste et leur appareil d'Etat, peut être utilisé comme un outil pour détruire le mouvement ouvrier, par la terreur sanglante et l'intimidation. »

Trotsky a également insisté sur ce qui distingue le fascisme du bonapartisme et des autres formes de dictature, à savoir que le fascisme « *est une forme spécifique « d'appareil exécutif fort » et de « dictature ouverte » qui se caractérise par la destruction totale de toutes les organisations de la classe ouvrière – y compris les plus modérées, dont les organisations social-démocrates, sans aucun doute. Le fascisme tente d'interdire matériellement toute forme d'auto-défense de la classe ouvrière organisée, par la pulvérisation totale de la classe ouvrière. Arguer du fait que la social-démocratie prépare le terrain au fascisme pour déclarer que la social-démocratie et le fascisme sont des alliés, et bannir toute alliance avec la première contre le second est donc une erreur* »

La caractérisation du phénomène fasciste, en tant que mouvement qui repose sur des masses de la « poussière humaine » s'applique totalement au processus de formation de Daech. Le fascisme se forme en général comme un parti-milices pour combattre l'Etat en place et établir un Etat fasciste. Et les fascistes, selon le chercheur italien Emilio Gentile : « *se considèrent comme une élite (aristocratie) d'hommes nouveaux, nés dans la guerre et qui se doivent de prendre le pouvoir, pour renouveler une nation corrompue* ». Le fascisme vise à organiser les gens « *en tant que masses et non en tant que classes* » et le chercheur affirme que les études historiques ont souligné que le fascisme ne cherche pas vraiment comme il l'affirme « *à changer le monde, ni la société, mais à changer la nature humaine elle-même* » en disciplinant les gens et en utilisant la violence brute.

En ce sens, seulement, nous pouvons dire que Daech a beaucoup de traits de l'une des nouvelles formes de mouvements fascistes et que l'Etat du Califat est un Etat fasciste, d'une nature particulière dans des circonstances spécifiques.

Conclusions

Affirmer que Daech a une caractéristique fasciste, dans des circonstances de destruction et de désintégration sociales, pose d'emblée la question des modalités d'intervention des forces révolutionnaires, si l'on considère qu'il s'agit d'un danger mortel pour le mouvement révolutionnaire et populaire. Quelles sont les positions et les formes pratiques de l'affrontement ? D'autre part, cela met à l'ordre du jour immédiat la constitution d'un front uni des forces révolutionnaires démocratiques et de gauche. Il soulève également la question des modalités d'action face à la clique au pouvoir qui écrase et détruit notre peuple et notre pays.

L'état actuel du processus révolutionnaire en Syrie est très mauvais. La dépression du mouvement populaire est due aux attaques dévastatrices du régime d'Assad, aux massacres et aux déplacements

forcés de millions de Syriens, ce qui veut dire que la moitié des Syriens sont aujourd'hui déplacés. S'y ajouter la montée en puissance des forces réactionnaires de la contre révolution, comme Daech, Al-Nosra, et autres aux dépens de l'Armée libre, et la réduction de l'espace du mouvement populaire, y compris dans les zones « libérées » du régime.

Tout appel au repli, au silence et à la démission à des forces populaires révolutionnaires, qui signifie leur capitulation devant cette attaque féroce des forces diverses de la contre révolution – et qui se combattent entre elles –, serait désastreux et ne ferait qu'aggraver encore plus la situation dégradée de la révolution, au contraire de ce que croient certains. En revanche, nous considérons que la mobilisation des groupes, des coordinations et des organisations révolutionnaires, partout, pour poursuivre les mobilisations, les manifestations et toutes les formes de lutte du mouvement populaire, la résurgence de ce dernier, même s'il est faible et dispersé, c'est ce que nous devons réaliser de toutes nos forces. D'autant plus que le mouvement populaire est toujours vivant et a commencé à recouvrer sa vitalité, même dans les zones contrôlées par les forces jihadistes extrémistes comme le Front Al-Nosra.

Mais nous avons besoin d'un outil pour réaliser cela. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un Front uni des forces révolutionnaires démocratiques et de gauche à même d'élaborer une stratégie d'action combative et centralisée reprenant les revendications de base de la révolution populaire. Dans les zones de l'Armée libre, ou de la résistance populaire armée, l'affrontement avec les forces réactionnaires, par les armes, n'est pas un luxe, mais une question de vie ou de mort pour la révolution et le mouvement populaire, en dépit de son manque d'armes sérieuses. Ce qu'elle a sa à sa disposition sera suffisant si ses forces sont unies sous une direction militaire et politique nationale et centralisée aussi. On ne peut borner la constitution de ce front uni au plan politique, il doit englober le militaire aussi. Et plus particulièrement car l'adversaire principal des forces révolutionnaires n'est pas seulement les forces réactionnaires de la contre révolution, c'est aussi la clique au pouvoir. Il faut toujours garder à l'esprit que la faire tomber est la condition préalable pour abattre ces forces fascistes et réactionnaires. Le maintien de ce régime, même superficiellement modifié, constituerait une défaite écrasante pour la révolution populaire et une victoire manifeste de la contre révolution. Il faut conjuguer nos efforts pour renverser le rapport de forces en faveur des classes populaires qui étaient et sont toujours les forces sociales motrices de la révolution, et en faveur des forces politiques révolutionnaires.

La guerre impérialiste contre Daech a fourni aux impérialistes et leurs alliés régionaux un prétexte pour « reproduire » le régime d'Assad. Nous avons remarqué un regain des discours en faveur d'une solution politique en Syrie dans les dernier mois, saluée par les pays impérialistes, qui prétendent être amis du peuple syrien et dont le but n'a jamais été d'abattre le régime, mais de le pousser à un changement interne par en haut et une réorientation politique et la destruction des capacités économiques et militaires de la Syrie. De même nous voyons que les gouvernements d'Arabie Saoudite, du Qatar et de pays du Golfe, cœur et bastions de la contre révolution dans la région, avec le gouvernement de la contre révolution en Egypte ont tout mis en œuvre pour vendre cette solution politique pour remettre à flot le régime d'Assad. Tant et si bien que la coalition nationale, leur rejeton, s'est plainte publiquement de l'arrêt du financement saoudien et de pays du Golfe, depuis plus de six mois, afin de la pousser à rejoindre la solution politique maintenant en place le régime. Elle sera probablement amenée à le faire par la suite, compte tenu de sa nature opportuniste et corrompue. Notons qu'elle s'est abstenue de participer à la fin du mois dernier à la réunion de Moscou, à laquelle ont participé des groupes de la dite opposition de l'intérieur pour l'essentiel le Comité de coordination, aux positions ambiguës depuis le début de la révolution et des groupes venant de l'étranger sans poids réel sur le terrain. Moscou, Téhéran et l'Egypte semblent être chargés de parrainer ces tentatives, pour promouvoir la « solution politique » qui émane de démarches dont l'objectif n'est en réalité que de reproduire le régime.

Nous ne pouvons nous opposer à aucune mesure qui vise à soulager les souffrances des masses populaires, sans pour autant oublier les revendications exprimées dans leur révolution populaire ; la « solution politique » en question impose la vigilance et la prudence des forces de la révolution, et impose de démasquer et dénoncer toute concession de ceux et celles qui sont ou en seront partie prenante dans des négociations de « solution politique » pour maintenir le régime dictatorial. Il faudra aussi combattre toute concession sur les libertés démocratiques, ou la revendication d'édifier un régime démocratique radical sur les ruines du régime dictatorial, ou de marchander les sacrifices des masses populaires pour abattre le régime et construire la Syrie de la liberté, de la démocratie, de l'égalité, de la justice sociale.

Les marxistes révolutionnaires du courant de la gauche révolutionnaire, dans ce combat aux fronts multiples, sont attelés également à une tâche fondamentale pour laquelle ils oeuvrent sans relâche, à savoir la construction du parti ouvrier révolutionnaire et de masse.

Ghayath Naïsse

P.-S.

* Paru dans la revue en langue arabe Révolution permanente n°5, mars 2015.